

Fukushima : des ouvriers contraints de mentir sur la radioactivité

Le Monde.fr avec AFP | 22.07.2012 à 08h51



Plusieurs ouvriers de Build-Up ont confié à l'Asahi Shimbun qu'en décembre, un haut responsable de la société, leur superviseur sur place, leur avait expliqué qu'il portait un boîtier en plomb et leur avait demandé d'en faire de même. | AP/David Guttenfelder

Un sous-traitant intervenu sur le site nucléaire accidenté de Fukushima au Japon aurait poussé ses ouvriers à sous-déclarer le niveau de radiations auquel ils étaient soumis, vraisemblablement pour ne pas perdre son contrat, ont rapporté samedi plusieurs médias japonais.

Selon le quotidien *Asahi Shimbun* (<http://ajw.asahi.com/article/0311disaster/fukushima/AJ201207210069>) et d'autres médias japonais, un responsable de la société de construction Build-Up aurait demandé en décembre à une dizaine de ses ouvriers de recouvrir de plomb les dosimètres qu'ils portaient pour évaluer le cumul de radiations auxquelles ils étaient exposés, lorsqu'ils intervenaient dans les zones les plus radioactives de la centrale accidentée.

Cette demande visait apparemment à sous-déclarer leur exposition afin que la société puisse continuer à travailler sur le site, rapportent ces médias. Ces ouvriers ont été engagés pendant environ quatre mois, entre décembre 2011 et mars 2012, pour isoler les tuyaux d'une installation de traitement des eaux, a précisé de son côté l'agence Kyodo News. L'agence de presse Jiji et d'autres quotidiens indiquent que le ministère de la santé, du travail et des affaires sociales a commencé à enquêter à ce sujet.

UN BOÎTIER EN PLOMB

Plusieurs ouvriers de Build-Up ont confié à l'Asahi Shimbun qu'en décembre, un haut responsable de la société, leur superviseur sur place, leur avait expliqué qu'il portait un boîtier en plomb et leur avait demandé d'en faire de même. Ce responsable leur aurait expliqué que s'ils ne truquaient pas leur niveau d'exposition, ils atteindraient rapidement le niveau maximal annuel légal de 50 millisieverts, selon le quotidien, qui précise que les ouvriers sont en possession d'un enregistrement du briefing. Certains ouvriers ont refusé de recouvrir leur dosimètre et ont quitté la société, poursuit encore l'Asahi Shimbun. Ni le ministère, ni la société Build-Up n'ont pu être joints samedi matin.

L'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Daiichi, exploitée par la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), le plus grave depuis la catastrophe de Tchernobyl (Ukraine) en 1986, est survenu après un séisme de magnitude 9 dans la région du Tohoku (nord-est) qui a déclenché un tsunami sur tout le littoral.